



UNION JUIVE FRANÇAISE POUR LA PAIX

الاتحاد اليهودي الفرنسي من أجل السلام
התאחדות היהודית הצרפתית למען השלום

Affiliée à



Rapport moral 2019

Israël/Palestine : une situation qui s'aggrave

Le rapport de force mondial est (momentanément, espérons-le) très défavorable. La brutalité, le mépris absolu de la vie humaine et du droit international ou le racisme décomplexé des dirigeants israéliens sont ouvertement soutenus par les dirigeants de nombreux pays : Trump et les Chrétiens sionistes bien sûr mais aussi les dirigeants du Brésil, de l'Inde, de la Hongrie, de la Pologne... qui imitent par leurs pratiques ce qui se fait contre la Palestine. Avec le souverain MBS d'Arabie Saoudite (qui mène un génocide au Yémen en utilisant entre autres des armes françaises) et le dictateur Sissi en Égypte qui contribue au blocus de Gaza, la direction israélienne dispose d'alliés qui n'hésitent pas à exiger des Palestiniens qu'ils capitulent et à prôner une guerre contre l'Iran. L'Union Européenne continue, de fait, à être complice en refusant toute idée de sanctions contre l'occupant, en maintenant la clause de « la nation la plus favorisée » (qui fait que les produits israéliens arrivent non taxés) et en prêtant une oreille favorable à la criminalisation de la critique d'Israël et du BDS.

Sous la présidence de Macron, le double langage est toujours de mise : des références aux résolutions de l'ONU alors même que l'on a laissé se développer sur place une situation les rendant caduques, et la poursuite effective d'une reconnaissance de la légitimité du gouvernement israélien malgré sa politique criminelle et d'apartheid, avec maintien des avantages économiques et participation à la tentative de délégitimer les critiques par l'accusation d'antisémitisme, ce qui correspond par ailleurs à des objectifs politiques intérieurs.

La situation dans les différents morceaux de la Palestine fragmentée s'aggrave à tous points de vue. Pourtant cette société ne s'effondre pas. Elle continue à résister au vol de la terre, aux destructions de maisons, à toutes les discriminations. Malgré les assassinats de civils, les emprisonnements (y compris d'enfants très jeunes), la pratique de la torture, elle s'efforce de vivre, de produire, d'éduquer ses enfants. La division de la Palestine qui n'a pas d'État mais qui a deux gouvernements rivaux irréconciliables est une grande victoire de l'occupant. Notre soutien total doit aller vers la société civile et ses associations. Il doit aussi aller aux réfugiés qui continuent d'exiger leur retour sur les terres dont eux ou leurs parents ont été chassés.

En Israël, les dernières élections ont montré une adhésion majoritaire au colonialisme, au négationnisme des droits des Palestiniens et à l'apartheid. Deux criminels de guerre s'affrontent pour le pouvoir, il n'y a aucune forme de « rupture » à attendre, sauf si Israël est enfin sanctionné. La loi sur Israël État-Nation du peuple juif officialise ce que le régime sioniste, installé depuis 1948, a toujours souhaité : le suprématisme juif qui fait des non-juifs des parias. Le racisme à l'intérieur de la société juive israélienne s'exerce de plus en plus ouvertement.

Même affaibli, le camp des anticolonialistes israéliens reste très actif. Nous devons populariser leur voix et leurs actions.

En France et en Europe, une partie du mouvement de solidarité est restée sur un agenda obsolète. Il y a aujourd'hui au Proche-Orient une lutte contre l'apartheid sur un espace unique entièrement contrôlé par Israël. Les deux États voulus par Oslo n'ont plus aucun sens avec la colonisation galopante. Il ne s'agit pas de convaincre les dirigeants de ce monde qu'Israël est un État d'apartheid mais de créer le rapport de forces pour qu'ils cessent d'être complices. Le BDS est l'arme essentielle de notre lutte et il est crucial de ne pas se laisser intimider par le harcèlement des lobbys sionistes. Il est essentiel d'affaiblir l'occupant mais aussi de casser l'image du régime israélien. La question de l'idéologie sioniste, présente en permanence dans les médias israéliens et dans les expressions gouvernementales, n'est pas une réflexion historique : elle est une action quotidienne mise en œuvre par ce régime contre le peuple palestinien dans tous ses aspects.

L'arme ultime des dirigeants israéliens et de leurs courroies de transmission (comme le CRIF, dirigé aujourd'hui par un ancien du Bétar), c'est l'instrumentalisation de l'antisémitisme. Là, l'UJFP doit répondre à ce qu'on attend de nous : c'est au nom de notre histoire et de notre mémoire que nous combattons le

colonialisme et l'apartheid. Nous devons répondre à chaque attaque. Unifier les Juifs progressistes du monde entier pour faire entendre une autre voix est une nécessité absolue. L'émergence d'organisations juives états-uniennes telles que JVP, qui parviennent à lutter contre l'AIPAC en étant au côté des minorités racisées est très encourageante. Leurs pratiques exemplaires sont une source d'inspiration pour l'Europe et la France.

En France, l'offensive raciste se fait plus intense

Islamophobie d'État qui repart à l'assaut des femmes porteuses de foulard après avoir réprimé leurs enfants (Mantes-la-Jolie), négrophobie qui utilise les moyens policiers pour réprimer celles et ceux qui dénoncent les crimes policiers, nième durcissement de la politique xénophobe qui s'en prend à la vie même des migrant.e.s à travers la réduction de leur droit à la santé : le racisme d'État est plus que jamais à l'offensive et encourage de fait la pire expression publique des Zemmour et Cie, largement relayée par les médias.

La montée des groupes d'extrême droite en Europe se fait sentir dans toutes les politiques gouvernementales centrées sur la sécurité et la « protection des valeurs européennes » ainsi que l'UE le formule.

Ce racisme décomplexé vise et atteint les populations postcoloniales, les Noirs, les Roms, les Musulmans, les Arabes, les Asiatiques et contribue à une recrudescence de l'antisémitisme.

Face à cette offensive, l'UJFP tient une place particulière qui se manifeste dans des partenariats resserrés avec les associations de racisés.

Il s'agit d'abord d'agir au nom de la mémoire dont nous sommes porteurs, de développer les interventions éducatives véritablement antiracistes, la participation à la défense des délinquants solidaires, d'être présents dans la solidarité avec les familles des victimes de violences policières...

Mais cela signifie surtout de contribuer à faire vivre un espace antiraciste « respirable » à la création duquel nous avons largement contribué, afin de ne pas laisser instrumentaliser les actes antisémites, et de susciter aussi la solidarité contre ces actes, de manifester aux côtés des organisations qui représentent les cibles principales du racisme, comme nous l'avons fait à Ménilmontant.

Le partenariat renoué avec le CCIF, avec La Voix des Roms, la BAN, le CRAN et d'autres est l'une des pistes que nous voulons développer. Nous y tiendrons notre place, pas plus que notre place, mais avec détermination.

Quel avenir ?

L'avenir, reconnaissons-le, est en partie imprévisible.

Mais dans de nombreux pays dont la France, une résistance se développe face aux politiques racistes, sécuritaires, coloniales, xénophobes promues par l'État d'Israël, qui est à l'avant-garde d'un axe Trump/Bolsonaro/Modi/etc et vante son matériel répressif testé contre le peuple palestinien.

Soyons-en, en tant qu'association juive antisioniste et pour l'égalité des droits, la justice et la libération des peuples opprimés.

Union Juive Française pour la Paix (UJFP) - 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS

Téléphone : 07 81 89 95 25 • E-mail : contact@ujfp.org • Site web : www.ujfp.org

Page facebook : www.facebook.com/UJFP.Officiel • Compte twitter: @contactujfp